

Les sept hypocrisies de la transition énergétique

Alors que les quatre géants de l'énergie, EDF, GDF Suez, Areva et Total, vont avoir de nouveaux patrons, la loi fixe des objectifs pour trente ans. Chacun sait qu'ils ne seront pas tenus. Petit guide de realpolitik.

Sidérée. C'est ainsi que la France du business s'est réveillée mardi en apprenant la disparition du PDG de Total, Christophe de Margerie, dans le crash de son jet sur le tarmac de l'aéroport de Moscou. Immédiatement, les radios et les chaînes d'information continue se mettaient en « édition spéciale », et pas seulement parce que Total est la première capitalisation française. Père de trois enfants, Christophe de Margerie n'était en effet pas un patron comme les autres (*lire p. 25*). Chaleureux, bon vivant, iconoclaste, aussi naturel avec François Hollande ou l'émir du Qatar qu'avec les réceptionnistes de la tour Total... Salariés du groupe, hommes politiques, syndicalistes, analystes, les réactions ont afflué. Même Poutine y est allé de son commentaire en déplorant la perte d'« un vrai ami » de la Russie.

Un hasard incroyable

Alors que son prédécesseur, le très rationnel Thierry Desmarest, avait une vision classiquement industrielle de l'entreprise, Big Moustache a remis le groupe pétrolier au cœur de la vie de la cité. Il débattait inlassablement, de tout, et sans langue de bois. Des superprofits de Total, des impôts, des dividendes, des prix à la pompe, mais aussi du poids des dépenses publiques dans l'Hexagone, des limites de notre modèle social... L'homme ne craignait pas de déplaire. « *Ce n'est pas grave de se fâcher avec ses interlocuteurs, nous disait-il au printemps. Ce qui est interdit, c'est de se fâcher durablement.* » Margerie, qui avait le tutoie-

ment et les embrassades faciles, aimait la confrontation, mais, sur Total, il ne lâchait rien. « *Je n'aime pas donner de leçons, mais je n'aime pas en recevoir.* » La disparition de Margerie est un coup très dur pour Total et pour le monde de l'énergie qui perd son porte-parole le plus emblématique. Cette tragédie s'ajoute au chaos à la tête des grands énergéticiens. Car, par un incroyable hasard, des changements importants surviennent aussi à EDF, Areva et GDF Suez.

A EDF, c'est Henri Proglio qui s'en va. Le PDG y a pourtant cru jusqu'au bout. Même ses détracteurs lui reconnaissent un bon bilan. Mais François Hollande a voulu faire preuve d'autorité, et l'ancien patron de Veolia en a fait les frais. C'est le 15 octobre, à 7 h 30, que le ministre de l'Économie Emmanuel Macron lui apprend qu'il ne sera pas reconduit. L'Élysée lui dira par la suite qu'on ne

renouvelle pas quelqu'un qui ne peut aller au bout de son mandat. Argument spécieux, le Château connaît l'âge du capitaine depuis... 65 ans. Sur la sellette également, Luc Oursel, président du directoire d'Areva, n'a pas pris la tangente, le 20 octobre, quand il a annoncé sa démission. C'est pour une raison de santé impérieuse qu'il se retire : « *Je dois mener maintenant un combat personnel contre la maladie, mais toutes mes pensées vont aux équipes d'Areva* », précisait-il dans un communiqué dramatique. Pas de drame, mais un épilogue douloureux, le lendemain, au sommet de GDF Suez, avec la fin du duel entre le vice-président Jean-François Cirelli et la directrice financière

Isabelle Kocher. Un conseil d'administration extraordinaire a nommé cette dernière au poste d'administratrice-directrice générale déléguée. La protégée du PDG Gérard Mestrallet devrait succéder au *big boss* d'ici deux ans, ce dernier assurant, contrairement à la rumeur, ne pas vouloir jouer les prolongations. Ces bouleversements à la tête des grands énergéticiens interviennent à l'heure où la loi de la transition énergétique met la filière électrique en pleine ébullition. Le texte engage la politique énergétique des trente ans à venir. Mais nos grands énergéticiens ne devraient pas s'en retrouver fragilisés. Car personne ne prend la loi au sérieux. Sur tous les grands dossiers du moment – nucléaire, énergies renouvelables, éolien offshore –, des engagements sont pris. Chacun sait qu'ils ne seront pas tenus. Revue des petites hypocrisies d'une loi qu'un acteur du secteur qualifie de « *purement déclarative* ».



Jean-Bernard Lévy. Ancien de Matra et Vivendi, le PDG de Thales va remplacer Henri Proglio à la tête d'EDF.



Isabelle Kocher. La directrice financière de GDF Suez est nommée administratrice-directrice générale déléguée. Elle devrait succéder au PDG Gérard Mestrallet d'ici deux ans.

Le retour du lobby productiviste

Proglio ? C'est « *le ministre fantôme de l'énergie* », écrit dans son livre *Insoumise* l'ancienne ministre Delphine Batho. Au Conseil des ministres du 15 octobre, François Hollande a souhaité qu'« *il y ait une nouvelle phase avec la transition énergétique* ». Place donc maintenant à Jean-Bernard Lévy à la tête d'EDF. Ancien de Matra, de Vivendi et actuel PDG de Thales, ce polytechnicien de 59 ans a redonné confiance au groupe aéronautique. S'il ne connaît rien à l'énergie, son passé d'industriel n'en fait en rien un écologiste à tous crins.

Surtout, parmi les nouveaux membres du conseil d'administration figurent, entre autres, Laurence Parisot et Philippe Varin. L'ancienne présidente du Medef soutient à fond les gaz de schiste et a défendu le nucléaire comme un outil de compétitivité. Quant à Varin, il a dirigé Peugeot Citroën qui est le champion des voitures diesel... C'est dans cet environnement très productiviste que le PDG parachuté va appliquer la nouvelle loi. Comme on dit à EDF : « *Les discours sur la transition énergétique continuent, les réacteurs nucléaires continuent.* »

L'« horizon » des 50% de nucléaire

Car la mesure phare de la loi sur la transition énergétique – passer de 75% de nucléaire à 50% à horizon 2025 – fait rigoler tout le monde. Le

mot-clé dans le texte de loi, c'est « horizon ». Comme disait l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault à un dirigeant du secteur en partance : « *L'horizon, au fur et à mesure qu'on s'en approche, on s'en éloigne...* » Une position partagée par la quasi-totalité de la classe politique, en dehors des écologistes.

Né d'une promesse de campagne de François Hollande, l'objectif de 50% a justifié toutes les contorsions : Henri Proglio a soutenu qu'on pouvait y arriver sans fermer de centrales, avec les nouveaux besoins électriques (smartphones, voitures électriques) et l'augmentation de la population. Un scénario auquel même RTE, filiale d'EDF, ne souscrit pas. Sur ce dossier ultrasensible, il faut écouter les hommes de l'art. Lors d'une audition à l'Assemblée nationale, Laurent Michel, di-

Au Salon du nucléaire, au Bourget, le 15 octobre. Henri Proglio, PDG d'EDF, et Luc Oursel, PDG d'Areva (au centre), au côté de Manuel Valls. Le matin, le premier a appris qu'il ne serait pas reconduit. Le second a donné sa démission pour raison de santé.

recteur général de l'énergie et du climat, a indiqué qu'il faudrait « *fermer une vingtaine de réacteurs* » sur les 58 du parc pour atteindre 50% de nucléaire à horizon 2025. Une déclaration renversante... qui a glissé comme la pluie sur les plumes d'un canard.

Le sketch de Fessenheim

« *Je vais fermer Fessenheim pour deux raisons*, tonnait François Hollande pendant la campagne présidentielle. *La première, c'est que c'est la plus ancienne centrale. La seconde est qu'elle est proche d'une zone sismique.* » Programmée pour fin 2016, la fermeture de Fessenheim n'aura sans doute pas lieu avant des années. Selon l'électricien, l'âge des réacteurs n'est pas un critère (Fessenheim a trente-sept ans d'activité commer- ▶▶▶

François Bouchon/FigaroPhoto

►►► ciale et certaines centrales américaines ont une durée de vie de soixante ans). D'ailleurs, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'a-t-elle pas à deux reprises, en 2011 et 2013, émis un avis favorable pour la poursuite de l'activité pendant dix ans? Henri Proglio a aussi prévenu les pouvoirs publics que, en cas de fermeture, EDF ne manquerait pas de demander des indemnités conséquentes : 8 milliards d'euros au bas mot. Le rapport parlementaire publié fin septembre par les députés Hervé Mariton (UMP) et Marc Goua (PS) évoque plutôt 5 milliards. Face à ces chiffres, la plupart des socialistes ont viré leur cuti. Arrêter Fessenheim alors que l'on organise le forum du nucléaire avec l'espoir de vendre des centrales à l'étranger aurait fait mauvais genre. Et la fermeture de Fessenheim ne figure plus dans la nouvelle loi.

Le parc nucléaire a de beaux jours devant lui

Le nucléaire n'émet pas de CO₂ et une fois amorti, il est, hydraulique exceptée, l'énergie la plus compétitive (55 euros le mégawattheure).

« Une tranche de 1 000 mégawatts rapporte environ 250 millions d'euros par an », indique Franck Rabut, PDG de l'électricien NovaWatt. Pourquoi se priver de cette manne? Le nucléaire représente 75% de la production d'électricité. Le pays ne pourrait-il pas en garder 50% et exporter les 25% restants? Avancée par des énergéticiens de haut niveau, cette idée iconoclaste n'est pas sortie des bureaux des ministères.

Autre dossier délicat : la durée de vie des centrales. Elles sont programmées sur quarante ans. Henri Proglio estime qu'elles peuvent durer dix, voire vingt ans de plus. Mais pour cela il faut engager d'importants travaux de maintenance, chiffrés à 55 milliards d'euros, dans un programme dit de « grand carénage ». Depuis deux ans, le patron d'EDF demande à l'Etat que la durée d'amortissement des centrales passe de quarante à cinquante ans. Mais il prêche dans le vide. Cette hypothèse n'étant pas levée, les travaux ne peuvent être engagés. Un coup dur pour les 2500 entreprises de la filière. « C'est sûr qu'on fonde de grands espoirs sur ce marché du



Fred Dufour/AFP

A Paris, le 1^{er} juillet 2013. Patron atypique, à l'aise dans les médias, le PDG de Total était capable d'échanger avec un leader syndical sur un quai de gare comme avec l'émir du Qatar.

grand carénage », confie Didier Kayat, directeur général du groupe Daher. Qui dirait non à 55 milliards d'investissement?

La folie des renouvelables

En 2030, une grande partie de l'énergie produite sera composée de renouvelables. Exactement 32%, selon la loi de transition énergétique. Comme l'hydraulique ne peut faire guère mieux que 10%, la part de l'éolien et du photovoltaïque, énergies subventionnées, va donc exploser. Le 16 octobre, la Commission de

régulation de l'énergie a indiqué que la part des renouvelables dans la contribution au service public de l'électricité (CSPE) pour la période 2014-2025 devrait atteindre un montant cumulé de... 60 milliards d'euros. Et remplacer la part du nucléaire qui ferait défaut à moitié par de l'éolien et à moitié par du solaire, « cela coûterait 210 milliards », indique Jean-Jacques Nieuviart, économiste à L'Union française de l'électricité.

Pourtant, « la révolution du renouvelable est partie, qu'on ne s'y

Christophe de Margerie, l'infatigable héraut de Total

Christophe de Margerie tenait une place unique dans la galaxie patronale. D'abord parce que la silhouette de Big Moustache, comme il était surnommé à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, détonnait dans un monde de ventres plats conformistes. Confessant être entré chez Total – à l'époque la Compagnie française des pétroles – parce que son siège était le plus proche de son domicile, il y est resté ce diplômé d'une école de commerce (l'ESCP) égaré dans un monde d'ingénieurs des Mines. Alors qu'une grande majorité de patrons de la nouvelle génération sont des adeptes de la recette menu minceur-Isostar comme hygiène de vie, il préférait le régime « à l'ancienne » d'un Winston Churchill, alliant la célèbre formule « *No sport* » à quelques doigts de whisky. Et quand tous ses pairs vivent au rythme d'agendas minutés, Christophe de Margerie cultivait ses retards. Pas seulement un héritage de ses négociations au Moyen-Orient, où il avait appris le sens du mot « palabre ».

Mais un témoignage aussi de sa capacité à s'arrêter sur un quai de gare, et prendre le temps d'échanger avec un leader syndical croisé par hasard, surtout s'ils avaient connu un différend. Soldat de son entreprise – il n'a jamais accepté de la voir vilipendée après le naufrage de l'*Erika* –, il s'est jeté dans l'arène avec cette idée simple : il ne demandait pas que Total soit « aimé », mais tout simplement « écouté », et surtout « respecté ».

trompe pas », admet Gérard Meslallet, le PDG de GDF Suez. Et tant pis si le boom des éoliennes et des panneaux solaires désorganise le système. Car lorsqu'on produit un mégawattheure de renouvelable, il faut débrancher un mégawattheure de thermique. Résultat : avec la crise et la baisse des consommations, le réseau s'est retrouvé en surcapacité, au risque de mettre sous cocon des dizaines de centrales thermiques, « dont certaines n'avaient pas 3 ans d'âge », regrette-t-on au sommet de GDF Suez!

Cette passion l'amenait à débattre dans le plus improbable des forums de province comme sur un plateau de télévision, opposé aux représentants les plus conformistes de la médiacratie. Il y défendait avec passion Total, mais témoignait avec cœur, et des raisonnements pas toujours très rationnels, que le monde de l'entreprise n'était pas l'enfer brossé dans un pays

Soldat de son entreprise, Big Moustache ne demandait pas que Total soit « aimé », mais « écouté », et surtout « respecté ».

resté très méfiant à l'égard des dirigeants du CAC 40. Il a été le premier supporter du Sommet de l'économie que *Challenges* organise les 4 et 5 décembre au Grand Palais, avec un titre qui lui allait comme un gant : « Entreprises, politiques, même combat. » Cette capacité de Christophe de Margerie à se projeter au-delà de son quotidien de *reporting* et

de *road shows* laissera un grand vide dans le monde des patrons. Qui d'autre réunirait à la veille de Noël quelques journalistes, comme il l'avait fait fin 2013, et leur livrerait ainsi ses espoirs pour l'année qui s'ouvrirait : « *Que la France retrouve la confiance, et que l'Europe soit une valeur à la hausse !* » Sur ces deux points, il n'aura pas été entendu, mais son message ne restera pas égaré sur une malheureuse piste d'atterrissage de Russie. **Vincent Beauflis**

Outre-Rhin, la situation est encore plus chaotique. L'Allemagne, qui a renoncé au nucléaire pour miser à fond sur les renouvelables, est contrainte, lorsqu'il y a beaucoup de vent et de soleil, de céder son surplus d'électricité à ses voisins à des prix négatifs : les Polonais ont ainsi récupéré de l'électricité et un chèque de 60 euros le mégawatt. Autrement dit, le beurre et l'argent du beurre ! L'Energiewende, la transition énergétique allemande, va coûter plus cher que la réunification. On parle de 1 200 milliards d'euros...

La catastrophe de l'éolien offshore

« *L'éolien offshore* », c'est un gros pari, reconnaît Pierre Radanne, consultant au think tank 4D. La France s'y est lancée dans le but de créer une filière pour Alstom et Areva. Avec l'optique de conquérir les marchés à l'étranger. Seul problème, avec ces gigantesques machines au large des côtes, on entre en territoire inconnu. Les grands projets européens prennent tous du retard. Les éoliennes en mer requièrent une logistique très lourde et coûtent deux fois plus que pour les machines terrestres.

« *Le coût d'achat moyen ressort à 200 euros le mégawattheure, ce qui en fait la filière la plus coûteuse* », relève la Commission de régulation de l'énergie. Les quatre lots attribués l'an dernier au large des côtes de la Manche et de l'Atlantique « vont recevoir au cours des vingt prochaines années 30 milliards d'euros de subvention », déclare un industriel au cœur du système. Notre informateur le dit tout net : « *Les projets éoliens offshore français ne seront jamais lancés.* »

Et en 2050, toujours le nucléaire

Même si les réacteurs nucléaires peuvent durer cinquante ou soixante ans, ils vont devoir un jour être remplacés. « *A l'échéance 2050, il en faudra 20 à 30 nouveaux* », dit Bernard Bigot, administrateur général du CEA. Aujourd'hui, il y a 58 réacteurs en activité. Lancés après la crise pétrolière de 1973, ils ont été développés en un temps record, environ vingt-cinq ans. Un rythme impossible à atteindre aujourd'hui. D'autant qu'entre la dernière centrale à la fin des années 1990 et les débuts de l'EPR de Flamanville en 2008, cette rupture d'une douzaine d'années s'est traduite pas d'importantes pertes de compétences. Il est primordial de ne pas renouveler cette erreur et de lisser le plan de charge, dit Bernard Bigot. « *On a trente-cinq ans devant nous. Il faut construire environ un réacteur par an* ! » Ce sujet-là, la loi sur la transition énergétique ne l'aborde pas. **Nicolas Stiel**